Ensemble

Le journal des socialistes de Loire-Atlantique - N°218 - Jeudi 23 septembre 2010

Après la mobilisation du 7 septembre, les socialistes restent mobilisés, dans la rue comme au Parlement.

Retraites

UNE AUTRE RÉFORME EST POSSIBLE !

Retraite à 60 ans : poursuivons ensemble la mobilisation

Le 7 septembre, près de 3 millions de Français, plus de 80 000 en Loire-Atlantique, sont descendus dans la rue pour s'opposer à la contre-réforme des retraites du gouvernement UMP. Ce fut une belle preuve de solidarité entre générations, toutes représentées, entre secteurs public et privé, et une manifestation d'union syndicale et politique : les partis de gauche défilant sous une bannière unique, chose rare. Un vrai succès donc que cette journée. Quelle fut la réponse de Sarkozy le lendemain : rien sur le fond, et le maintien de son texte qui marque un retour sur un acquis de 1981, la retraite à 60 ans.

L'hôte de l'Elysée, comme à chaque mouvement social, refuse d'entendre la colère des Français et continue sa politique ultralibérale, de manière brutale. Les régionales de mars ont été une bérézina pour l'UMP, le ministre du Travail chargé du dossier des retraites est impliqué dans une affaire politico-financière trouble et Sarkozy est au plus bas dans les sondages. La réalité, c'est que les Français des classes populaires et moyennes en ont assez des promesses non tenues et de cette politique injuste.

Où est la hausse du pouvoir d'achat ? Les seuls Français qui en bénéficient sont les plus riches avec le bouclier fiscal. Sous le gouvernement Jospin, la gauche avait mis en place un bouclier social avec notamment la prime pour l'emploi et la CMU. Qui pense encore après 8 ans de droite en France qu'il n'y a pas de différence entre la gauche et la droite ?

Pour ces millions de Français, la possibilité de partir à 60 ans avec une retraite à taux plein est un droit inestimable. Il est du devoir de la gauche et du PS de le défendre au nom de la solidarité et de la justice sociale. Alors oui, contrairement à ce que veulent faire croire Sarkozy et Fillon, le PS propose une autre réforme des retraites crédible et juste. (Voir page 4). Mais comme d'habitude, le gouvernement reste sourd à nos propositions. Il y a vraiment de quoi crier sa colère devant des gouvernants discrédités et en collusion avec les grandes fortunes de ce pays. Et Tapie va toucher 210 millions, beaucoup plus que ce qu'avait prévu le jugement de 2008… La ministre Lagarde n'a fait aucun commentaire.

La situation présente écœure certainement une majorité de Français. Ils attendent de la gauche et du PS une alternative politique : nous avons un an et demi pour la préparer et la rendre possible par une victoire en 2012. Là est notre mission, pour ne pas dire notre devoir.

Parallèlement, comme nous l'avons fait le 7 septembre nous devons nous mobiliser le 23 septembre prochain pour être aux côtés des salariés, des Français, de tous ceux qui souffrent durement de la crise.

Réussir la construction de notre projet et contribuer à la mobilisation, c'est préparer le changement. À nous tous d'y participer !

Alain GRALEPOIS
Premier secrétaire fédéral

"Une nouvelle donne Internationale et Européenne"

Le 8 septembre, au lendemain de la grande mobilisation contre le projet de gouvernement sur les retraites, le Conseil National du PS a adopté le texte présentant les bases de nos propositions pour 2012 dans le champ de l'Europe et de l'International. Dans ce contexte de rentrée sociale où nous devons nous mobiliser contre les projets du gouvernement, on peut légitimement s'interroger : est-ce bien le moment de parler d'Europe et d'International ? Les socialistes ne sont ils pas décalés ?

Oui, il faut travailler sur ce thème en amont des échéances électorales pour plusieurs raisons.

> **"NOUS DEVONS AGIR AU PLAN INTERNATIONAL ET EUROPÉEN POUR TRAVAILLER À LA RÉGULATION DES MARCHÉS".**

Tout d'abord, notre projet Européen et International est structurant de notre projet économique et social et sera donc déterminant de nos propositions globales pour 2012. Nous évoluons dans une économie mondialisée et nous devons agir au plan international et européen pour travailler à la régulation des marchés qui permettra la viabilité et le développement de notre modèle économique et social.

Ensuite, nous constatons que les turbulences récentes qu'a traversé notre parti sont en grande partie liées à la fragilité de notre unité sur les questions européennes (référendum 2005) et parfois à notre manque d'engagement collectif dans ce domaine (élections européennes 2009). Les conséquences de ces scrutins récents ont de fortes incidences sur les scrutins locaux ou nationaux. Les résultats obtenus aux élections de 2009 ébranlent notre légitimité à rassembler à gauche, autour du Parti Socialiste.

Ainsi, nos débats sur cette convention « International et Europe » doivent s'effectuer en amont de 2012 et forger nos propositions pour l'élection présidentielle. Le temps dédié aux discussions doit permettre aux socialistes de construire l'union des forces de gauche autour de nos propositions.

Karine DANIEL
Secrétaire Fédérale Europe et International

La Nouvelle Donne INTERNATIONALE ET EUROPÉENNE

Participez au débat !

Interview de Laurent BAUMEL

Secrétaire national adjoint du PS à l'Europe et aux relations internationales

"La construction européenne est notre réponse à la mondialisation"

Laurent Baumel, Secrétaire national adjoint du PS à l'Europe et aux relations internationales, nous présente les objectifs de la convention internationale organisée par le PS en évoquant notamment la place de la France dans le monde et la nécessaire relance de la construction européenne.

• Quels sont les objectifs de la convention internationale du PS et en quoi se différenciera-t-elle de la 1re qui portait sur le nouveau modèle de développement ?

Cette convention internationale s'inscrit dans le programme de travail 2010 du parti. Il s'agit de dresser une bonne analyse collective des nouveaux enjeux et rapports de force internationaux, et, sur cette base, de reformuler les objectifs fondamentaux : le projet historique de la gauche française et traduire tout cela dans des propositions concrètes pour 2012. Naturellement, tout est lié et nous avons déjà parlé en effet de la mondialisation et de l'Europe dans la convention sur le nouveau modèle de développement. Mais il n'est pas inutile de reprendre ces sujets pour les approfondir. Au regard de l'importance qu'ils ont pris désormais dans nos vies quotidiennes. Les questions géostratégiques de commerce international, de sécurité collective, d'architecture des institutions internationales, méritent aussi d'être reprises.

• Sera-t-elle l'occasion d'exprimer ce que devrait être le message porté par la France dans le monde ?

Bien sûr ! La réhabilitation d'une « voix française » sera un fil directeur essentiel du texte. La France a une singularité, une histoire, des atouts, qui devraient lui permettre de conserver une influence mondiale, aujourd'hui écornée. La politique de Sarkozy d'alignement sur l'Amérique de Bush, la réintégration dans l'Otan, l'approche des dossiers afghans ou iraniens, ne correspondent pas à ce que la France doit faire. Notre rôle est de porter des valeurs universelles et les idées de régulation et d'organisation d'un monde multipolaire.

• Cette convention proposera-t-elle des pistes pour transformer l'Union européenne et en faire un véritable outil politique ?

C'est un aspect fondamental de la question. En dépit de la crise profonde qu'elle traverse, la construction européenne reste notre réponse stratégique majeure à la mondialisation, notre meilleur chemin pour peser dans ce monde multipolaire. Nous plaidons donc, une fois encore, pour une évolution importante des politiques européennes avec la mise en place notamment d'une gouvernance économique et l'instauration d'un pacte social de progrès. Et, cette fois-ci, nous essayons aussi de définir une stratégie pour faire avancer l'Europe dans ce sens, en posant notamment les bases concrètes d'une relance du moteur européen franco-allemand.

Retrouvez le texte de la convention soumis au vote des adhérents sur : www.parti-socialiste.fr/international

Les socialistes et la nouvelle donne internationale et européenne

Les grandes lignes du texte présenté par le Conseil national

• **Multilatéralisme :** le PS fait de l'ONU « la clé de voûte du multilatéralisme » avec l'élargissement du Conseil de sécurité à des pays comme l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud. L'ONU doit être l'enceinte suprême couronnant et coordonnant l'ensemble des organisations, à créer (Organisation mondiale de l'environnement) ou existantes comme l'OMC.

• **OTAN :** Evaluer « les effets concrets de la décision de réintégrer la France dans le commandement de l'OTAN ». S'ils « ne sont pas au rendez-vous des engagements pris », le PS reconsidérera cette décision.

• **Afghanistan :** Négocier « un plan de paix qui organise une sortie concertée des forces internationales ».

• **Proche Orient :** Soutien à la création d'un État palestinien et arrêt par Israël des colonies en territoire palestinien. S'associer aux initiatives prises pour empêcher le développement d'une force nucléaire militaire en Iran.

• **Défense :** Maintenir un lien entre l'armée et la nation par le service civique ou la réserve. La France devra reprendre « son rôle d'impulsion dans les débats sur le désarmement et la non-prolifération des armes de destruction massive ».

• **Europe :** Partisan d'un « gouvernement économique », le PS prône « un mécanisme européen de stabilité financière », une « concertation en amont des budgets nationaux ». Il faut aussi instaurer une « harmonisation fiscale », « définir des minima sociaux et adopter un cadre législatif pour les services publics et sociaux ». Renforcer le couple franco-allemand avec une représentation commune dans les organisations internationales comme le FMI, et rédiger « un code de travail » européen.

• **Juste échange :** Il faudra « intégrer les normes sociales et environnementales aux grands traités commerciaux internationaux, imposer aux frontières de l'Union une contribution énergie-climat » et instaurer une « contribution travail décent » à l'encontre des États qui ne respectent pas les normes fondamentales de l'Organisation International du Travail.

Manifestation contre la “réforme” des retraites

Une immense mobilisation

La journée du 7 septembre est historique : sans doute l’une des plus fortes mobilisations populaires depuis 40 ans en France avec près de 3 millions de personnes dans les rues de France et plus de 80 000 en Loire-Atlantique ! Tous les syndicats étaient là, la gauche a défilé derrière un bandeau unitaire, du NPA jusqu’au PS. Travailleurs, retraités, jeunes, moins jeunes, précaires, intérimaires, chômeurs : ils étaient tous dans la rue, solidaires contre la politique de Sarkozy et de son ministre noyé dans les affaires. Les socialistes ne disent pas qu’il ne faut pas réformer le système des retraites mais une autre réforme est possible (voir ci-dessous).

Enfin, comment ne pas être écœuré quand un gouvernement argumente notamment sa « réforme » en prétextant le manque de financements quand il a lui-même fait des milliards d’euros de cadeaux fiscaux aux plus riches depuis 3 ans avec le bouclier fiscal ou quand il verse à l’affairiste Tapie 210 millions d’euros avec l’argent des contribuables, soit 5 fois plus que ce que le jugement de 2008 avait annoncé… Nous sommes entrés dans la « République des copains et des coquins ». D’où l’importance de gagner en 2012 pour mener enfin dans ce pays une politique au nom de l’intérêt général, de la solidarité et de la justice sociale.

Les propositions des socialistes

• 1er pilier : de nouvelles ressources pour une retraite juste et durable

Pour assurer l’équilibre du système, il faut mobiliser 45 milliards d’euros. Les socialistes proposent un plan complet qui permet d’atteindre l’équilibre :

1) La mise à contribution des revenus du capital

- Augmentation des prélèvements sociaux sur les bonus et les stock-options (de 5 % à 38 % comme le propose la Cour des comptes).
- Relèvement du forfait appliqué à l’intéressement et à la participation (de 4 % à 20 %).
- Application de la CSG sur les revenus du capital actuellement exonérés.
- Augmentation de 0,5 % de la taxation de la valeur ajoutée, instaurée à la suite de la suppression de la taxe professionnelle.

2) Une augmentation modérée et étalée dans le temps des cotisations patronales et salariales

De 2012 à 2021, une augmentation de 0,1 point de cotisations salariale et employeur chaque année, soit 12 milliards d’euros en 2025.

3) Le Fonds de Réserve des Retraites pour faire face aux aléas sans remettre en cause le niveau des pensions

Créé sous le gouvernement Jospin, il avait vocation à sécuriser les jeunes générations d’actifs. Depuis 2002, la droite a refusé de l’alimenter, et l’a même ponctionné dans une politique à courte vue. Nous proposons de l’alimenter de manière régulière, par la création d’une surtaxe de 15 % de l’impôt sur les sociétés acquittée par les banques.

2e pilier : Améliorer l’accès à l’emploi des seniors

- Accompagner vraiment les salariés avec un rendez-vous tous les 2 ou 3 ans pour tous les salariés dès 45 ans, spécifiquement destiné à envisager leur évolution dans l’emploi.
- Rendre obligatoire la négociation triennale de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans les entreprises de plus de 300 salariés.
- Généraliser les dispositifs de tutorat en entreprise, favoriser les départs en retraite progressive, aménager les conditions de travail des plus de 55 ans en limitant ou supprimant le travail de nuit et les tâches physiques et en augmentant les temps de pause.
- Engager ces changements par un mécanisme de bonus-malus.
- Fixer au « Pôle Emploi » des objectifs chiffrés de retour à l’emploi par bassin d’emploi.

3e pilier : La prise en compte de la pénibilité et la revalorisation des petites retraites

La prise en compte de la pénibilité et de son impact sur l’espérance de vie est pour nous prioritaire. Toute période de travail pénible (travail de nuit, travail à la chaîne, port de charges lourdes, travail dans le bâtiment...) doit bénéficier d’une majoration des annuités permettant de partir plus tôt à la retraite. Nous proposons donc de consacrer au financement de la pénibilité et à la revalorisation

des petites retraites une enveloppe qui pourrait être de l'ordre de 5 milliards d'euros.

4e pilier : La retraite choisie pour un système universel et personnalisé

- Maintenir l'âge légal de départ en retraite à 60 ans.
- Des choix individuels dans le cadre de garanties collectives : définir une nouvelle articulation entre un socle de droits collectifs garantis, dont participe l'âge légal de départ en retraite, et les aspirations personnelles.
- Pour les nouvelles générations : un compte temps qui décloisonne les trois temps de la vie (le temps de la formation, le temps du travail, le temps de la retraite) et qui permette à chacun de faire de vrais choix (année sabbatique, reprise d'études, réduction progressive de son temps de travail).

Notre objectif : pérenniser notre système de retraite au-delà de 2025, comme le permettent nos propositions.

Nous proposons aussi **des points d'étape réguliers tous les cinq ans avec les partenaires sociaux** et une clause de rendez-vous globale sur le système des retraites en 2025. En cas de nouveaux besoins, il faudra chercher toutes les sources possibles de financement.

Enfin, nous voulons **un socle de droits communs pour les retraites dans le public et le privé.** Si l'on examine les deux systèmes, différents par nature, les situations sont moins contrastées que ce qui est souvent affirmé. Nous estimons que les principes que nous mettons en avant doivent s'appliquer à l'ensemble des salariés, du secteur public comme du secteur privé. Ce travail sera confié à une «commission pour le rapprochement des régimes».

Consultez l'intégralité de nos propositions sur
http://www.parti-socialiste.fr/retraites

Retour sur le débat du 5 juillet

Marisol TOURAINE, députée d'Indre et Loire et secrétaire nationale en charge des Retraites, était à Nantes le lundi 5 juillet afin d'y animer une réunion publique de présentation de nos mesures pour une retraite universelle et personnalisée.

Alors qu'en 2025 il faudra avoir trouvé 45 milliards d'euros, le gouvernement a décidé de faire supporter l'essentiel de l'effort soit 25 milliards d'euros sur les salariés. Le PS souhaite des efforts partagés en mettant à contribution tous les revenus, y compris ceux du capital, et pas simplement en écornant le bouclier fiscal comme va le faire le gouvernement.

Des questions touchant aussi bien à la pénibilité, aux régimes spéciaux, à la remise en cause de notre système de solidarité, qu'à l'emploi des seniors...ont été abordés par les quelques 130 participants.

La parole aux militants

« La retraite à 60 ans est un symbole. Je travaille depuis l'âge de 16 ans, j'ai fait ma vie de travail et j'ai le droit de profiter bientôt de ma retraite dès 60 ans. La politique de Sarkozy est pour les plus riches et c'est toujours les mêmes qui payent : les classes moyennes et populaires. Enfin, on ne négocie pas avec un ministre qui aurait déjà dû démissionner à cause des affaires qu'il traîne derrière lui ».

Maurice PERSON
Nantes centre sud

« Ce projet de retraite est injuste et ne répond pas aux besoins urgents. Avant de s'attaquer aux retraites, il faut en effet une réforme économique garantissant plus de services publics et d'aides à l'emploi ».

Jean-Yves COIRIER
Clisson

« La retraite à 60 ans est un acquis du 1er gouvernement de gauche de la 5e république en 1981. On ne peut pas laisser Sarkozy briser cet acquis de la gauche dont tant de gens souhaitent encore profiter après une longue et dure vie de travail ».

Martin TAKOUDJU
Nantes Est

« On ne peut pas accepter une réforme aussi injuste, alors que le financement des retraites est au cœur de notre modèle social. Comment justifier que ceux et celles qui ont commencé à travailler tôt, qui ont eu des carrières discontinues, ou qui ont exercé les métiers les plus pénibles, soient les premiers à subir la réforme ? En tant que socialistes, il est de notre devoir de défendre une réforme des retraites réellement équitable pour les salariés et les retraités d'aujourd'hui et de demain »

Benoît FERRANDON
St-Nazaire

« Le gouvernement est sourd aux demandes des citoyens. Cette réforme des retraites n'est pas solidaire et ne répond pas aux attentes des Français. Comme jeune, je me demande ce que sera mon avenir et ma retraite… J'ai des amis au chômage qui vivent la précarité et l'angoisse chaque jour. Nous ne sommes pas contre une réforme des retraites mais elle doit être faite d'une autre manière avec d'autres priorités axées sur la solidarité et la justice sociale ».

Julie BRARD
Châteaubriant

Conseil général de Loire-Atlantique

5 Conseillers généraux rejoignent le Parti socialiste

C'est avec plaisir que le PS de Loire-Atlantique compte parmi ses nouveaux adhérents, cinq Conseillers généraux étiquetés jusqu'alors « divers gauche ». Ils expliquent ici les raisons de leur choix.

Les 5 Conseillers généraux : Jean-Yves Ploteau, Michel Neveu, Gilles Philippot, Marcel Verger et Yves Daniel

« Notre démarche s'appuie sur les constats et les volontés suivantes :

• Le scrutin régional de mars 2010 a montré que les Français souhaitent une alternative politique au gouvernement ; il faut traduire cette demande de la société en un projet qui réponde à leurs attentes pour 2012.

• La Loire-Atlantique et les Pays de la Loire ont fortement traduit cette attente dans les urnes, dans les villes comme dans les campagnes ; les habitants de la Loire-Atlantique sont de plus en plus nombreux à ressentir les effets de la politique libérale qui leur est imposée.

• Les collectivités locales participent activement à la limitation des effets de la crise par leurs investissements, par la création de services et par leurs nombreuses actions en faveur des personnes âgées, handicapées, bénéficiaires du RSA…

Nous nous inscrivons également en tant que force de proposition pour une meilleure prise en compte des caractéristiques de nos territoires ruraux et des besoins de leurs habitants. A noter que notre démarche est ouverte et s'inscrit dans le respect de la diversité des forces militantes qui nous accompagnent depuis des années sur nos communes et nos cantons.

Ici en Loire-Atlantique et sur nos territoires, nous voulons participer à la construction d'une vie quotidienne plus solidaire et d'un programme politique plus juste et attendu pour demain. La fragilité économique et sociale, la crise politique que nous traversons, imposent le rassemblement de tous. Nous pensons que c'est autour du PS et des valeurs qu'il représente que ce rassemblement doit s'opérer dès à présent ».

Yves DANIEL
Maire de Mouais et Conseiller général du canton de Derval

Marcel VERGER
Maire de Bouvron et Conseiller général du canton de Blain

Michel NEUVEU
Maire de Soulvache et Conseiller général du canton de Rougé

Jean-Yves PLOTEAU
Maire de Bonnœuvre et Conseiller général du canton de Saint-Mars-la-Jaille

Gilles PHILIPPOT
Conseiller général du canton de Nozay

Bienvenue !

C'est avec beaucoup de plaisir que les socialistes de Loire-Atlantique accueillent les 5 conseillers généraux divers-gauche. Ceux-ci ont fait collectivement le choix d'adhérer au PS, au regard de l'action menée par la majorité de gauche du Conseil général.

Cette adhésion vient renforcer le Parti socialiste dans notre département, à un moment décisif où les Français, touchés de plein fouet par la politique de l'UMP, attendent de la gauche un vrai projet de société pour 2012.

Alain GRALEPOIS
Premier secrétaire fédéral

« Le fruit d'un travail d'équipe »

L'adhésion au PS de cinq de nos collègues, membres du groupe au Conseil général est une bonne nouvelle. C'est le fruit d'un travail d'équipe bâti autour de valeurs communes, fondé sur la confiance et respectueux des sensibilités diverses et de leur expression : dans la répartition des responsabilités, des représentations, des présences publiques nous n'avons jamais fait de différence au sein du groupe entre ses membres (38 élus dont 27 adhérents du PS), qu'ils soient étiquetés DVG ou PS, ni bien sûr entre élus du PS en fonction de courants, de motions ou de positionnements plus ou moins éphémères.

Cela a sans aucun doute donné confiance aux cinq camarades qui nous rejoignent aujourd'hui. A vrai dire, la réflexion sur l'adhésion de nos cinq camarades DVG était entamée depuis trois ans. Le fait qu'elle se concrétise maintenant montre que le Parti Socialiste présente aujourd'hui une réalité plus attractive.

Patrick MARESCHAL
Président du Conseil général de Loire-Atlantique

Vote sur le premier des socialistes

Le 30 septembre prochain, les militants voteront dans les sections pour désigner le premier des socialistes au Conseil général de Loire-Atlantique. Tu trouveras avec le présent numéro d'Ensemble, la profession de foi de Philippe Grosvalet à destination de tous les militant(e)s. Pour voter, il faudra avoir adhéré avant le 30 mars 2010, et avoir moins de deux ans de retard de cotisation.

Du côté des commissions

Mise en place de la nouvelle Commission « LGBT » du PS 44 le 6 octobre à la fédération

Les problématiques LGBT (Lesbiennes, Gay, Bi et Trans) sont indissociables des réalités sociales contemporaines. Elles font partie (parmi d'autres), du lot des nombreuses inégalités qui affectent notre société : Inégalités individuelles (discriminations dans le travail, au quotidien, face à la justice…) ; atteinte aux Droits de l'Homme (non-reconnaissance de la demande d'asile pour les lesbiennes, gays, bi et trans étrangers dont la vie est menacée au quotidien) ; inégalité dans l'accès aux droits (mariage, successions, adoption…). Autant de sujets que tu es invité à enrichir et à partir desquels cette nouvelle Commission entend travailler au fil des mois qui viennent afin de produire des propositions dans le cadre de l'élaboration du projet du Parti Socialiste en faveur de la construction d'une société du vivre ensemble.

Pour lancer ce nouvel espace de travaux créé à la demande d'Alain Gralepois, notre premier secrétaire fédéral, nous allons procéder en deux étapes. Dans un premier temps, Gilles Bon-Maury, Président national d'HES (Homosexualités & Socialisme est une association proche du PS) nous fera l'honneur de sa présence à la Fête de la Rose, dimanche 26 septembre à Préfailles. Il se tiendra à la disposition du plus grand nombre pour présenter HES, mais aussi pour échanger et répondre à nos interrogations sur les travaux menés par cette association au niveau national.

Ce moment de rencontre sera également l'occasion, pour les militant(e)s intéressé-e-s, de s'inscrire à la Commission fédérale des questions LGBT qui se réunira pour la première fois le mercredi 6 octobre à 20 heures à la fédération du PS. Nous y aborderons alors plusieurs sujets :

1. Comment organiser les modalités pratiques et politiques de la présence du PS 44 à l'occasion de la prochaine Gay Pride de Nantes ?
2. Comment articuler, au niveau de la Fédération, les liens entre le PS et HES ?
3. Quels sujets la Commission LGBT du PS 44, doit-elle aborder au cours de l'année 2010/2011 ?

La réunion du 6 octobre à laquelle toutes et tous les camarades sont invités, sera l'occasion de choisir collectivement les points que nous souhaitons aborder au cours de l'année qui vient.

Je compte sur ta présence.

Tu peux t'inscrire à cette nouvelle Commission auprès de la Fédération, ou bien alors auprès du stand dévolu aux questions LGBT qui sera visible à la Fête de la Rose de Préfailles.

Vincent DANIS
Délégué fédéral aux questions LGBT

Commission Culture

Lundi 4 octobre à 19h30 à la fédération du PS (1 allée des Tanneurs - Nantes)

Rencontre avec Yannick Lebeaupin,
Vice-présidente à la culture du Conseil général

« Quels enjeux pour la politique culturelle en Loire-Atlantique ? »

Contact : Nicolas CARDOU - cultureps44@yahoo.fr

Une équipe fidèle au poste

Chaque mois la Fédération fait appel à une quinzaine de bénévoles afin de préparer l'envoi de notre journal « Ensemble » avec son éventuel supplément. Ils assurent aussi la mise sous pli des courriers adressés à tous les militants (plaquette de la Fête de la Rose, carte des vœux....). La Fédération au nom de tous les militants tenait à les remercier pour leur disponibilité.

Assis de gauche à droite : **Hélène CHESNEAU, Irène PERINELLE, Yvonne LECHENE, Jeanne COLLEAU, Noëlla TOBLER, Odette BERRUELLE. Debout de gauche à droite : Gilbert JOLLY, Guy ARNAUDEAU, Alain GUERINEAU, René BONNET, Bernard BARRE, Jacques CAILLAUD, Gilbert MARCAILLOU, Roger PERINELLE.**

Décès de Claude Prou

Début août Claude Prou nous a quittés à l'âge de 81 ans. Élue avec Alain Chenard (77-83) puis avec Jean-Marc Ayrault (89-95), elle était encore très impliquée dans la vie sociale de son quartier République à Nantes. Durant son dernier mandat, elle présida l'Office des retraités et des personnes âgées de Nantes (ORPAN) et fut à l'initiative des Rencontres d'automne qui sont devenues un rendez-vous important d'échanges avec nos anciens. Ces dernières années, elle avait créé un atelier de peinture pour permettre aux personnes seules de se retrouver. Très présente aux réunions de sa section, elle distribuait encore des tracts dans son quartier lors des Régionales. Epouse de Xavier Prou (1er fédéral du PS de Loire-Atlantique de 77 à 78), elle restera à jamais dans nos cœurs par ses engagements en faveur des plus fragiles.

Portrait de Jean Natiez

Un militant de l'utopie créatrice

Jean Natiez naît à Lille d'une mère belge et d'un père français employé de bureau dans une société linière. Quand la guerre éclate en 1940, Jean a deux ans et ne reverra son père que 5 ans plus tard à son retour de captivité. Sitôt après la guerre, pour raison professionnelle, la famille Natiez quitte le Nord pour le Tarn : Jean y fait ses études secondaires au petit séminaire de Castres. En 1952, retour dans le Nord et poursuite des études dans une institution catholique. Il entre ensuite à l'université de Lille en Histoire-géographie. Jean décroche le CAPES en 1963 et fait son stage pratique à Nantes.

L'année suivante, il obtient son agrégation d'Histoire. Il rejoint le lycée Clémenceau en 1965 et c'est dans cet établissement qu'il vit Mai 68 : « *J'avais déjà des sympathies pour la gauche mais j'ai pris conscience de la nécessité de l'engagement politique car ce mouvement social s'est mal fini avec le raz-de-marée gaulliste aux élections de juin.* » Il adhère donc à Objectif 72, dirigé par le gaulliste de gauche Robert Buron : « *Il parlait de « l'utopie créatrice » qui est restée ma ligne d'engagement* ». En 1971, il entre au PS issu d'Epinay. Il poursuit son métier de professeur et cette même année intègre la classe préparatoire de Guist'hau : « *C'était la 1ère année que la mixité s'y installait…* »

> **"LA GAUCHE DOIT PORTER HAUT LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE, NOTAMMENT POUR INTÉGRER VRAIMENT LES HABITANTS PRÉCARISÉS DES BANLIEUES DIFFICILES"**

Au congrès de 1973, il rejoint le CERES de Jean-Pierre Chevènement qui fait 40 % sur la Loire-Atlantique. Aux législatives, Jean est candidat sur la 4e circonscription de l'époque qui longeait la Loire de Varades à Thouaré et allait au sud jusqu'à Boussay. « *J'ai mis pour la 1re fois en ballotage le député, un noble de Gorges nommé Maujouan du Gasset. En 1978, j'ai de nouveau été battu. Pendant cette campagne, je me souviens avoir prévu une réunion publique dans la salle paroissiale de Couffé. Personne n'est venu… J'ai passé ma soirée seul avec un grand crucifix accroché au mur en face de moi !* »

En 1979, le CERES prend la fédération en s'alliant avec les poperénistes et les mitterrandiens. Jean Natiez est 1er secrétaire fédéral jusqu'en 1981 et son élection à l'Assemblée nationale sur la 1ère circonscription de l'époque jugée imprenable, allant de la Chézine à l'Erdre. Il est membre de la Commission Economie et finances : « *J'ai vécu l'enthousiasme des 1ers mois jusqu'à la déception de 1983 où l'on a sonné la retraite sur le programme de 1981. Il nous a manqué l'articulation entre le mouvement d'en bas et celui du haut. Ne cumulant avec aucun autre mandat, j'avais du temps pour être présent sur le terrain. Je rencontrais donc beaucoup ce que j'appelle le mouvement d'en bas : les associations, les étudiants etc. Malheureusement le pouvoir, le mouvement d'en haut, s'est peu à peu coupé de sa base* ».

A la proportionnelle de 1986, il est réélu député mais aux élections de 1988 il décide, pour raisons personnelles, d'arrêter la politique et quitte donc le PS. À 50 ans, il crée avec son épouse un cabinet de généalogie, « La galerie des ancêtres », qui fait des recherches successorales et de l'initiation. Il existe toujours et emploie 10 salariés.

Déçu par l'échec de la campagne présidentielle de 2007, « *Et pourtant j'y croyais !* », il décide de revenir au PS l'an dernier à la section Nantes Ouest. « *Le poids des élus et de tous ceux qui travaillent avec eux est très important. Il faudrait que le PS s'ouvre davantage pour faire le lien entre les classes moyenne et populaire, qui est pour moi la clé de la victoire en 2012 face à une droite banalisant l'idéologie du FN. La gauche doit porter haut les valeurs de la République, notamment pour intégrer vraiment les habitants précarisés des banlieues difficiles* ». Voilà un début de programme pour la campagne de 2012 à laquelle Jean participera sans aucun doute !

/// Agenda

• Cantonales 2011

Les militants électeurs des cantons renouvelables en mars 2011, investiront leur candidat(e) PS le jeudi 30 septembre.

Pour voter il faut être inscrit sur les listes électorales du canton (se munir de sa carte d'électeur), avoir adhéré avant le 30 mars 2010 et avoir moins de deux ans de retard de cotisation.

• 3e convention nationale

Le texte sur l'international sera soumis au vote des militants le jeudi 30 septembre (l'horaire et le lieu vous seront communiqués par vos sections). Pour voter, il faut avoir adhéré au plus tard le 30 mars et avoir moins de deux ans de retard de cotisation.

• Fête de la Rose

La traditionnelle Fête de la Rose aura lieu le dimanche 26 septembre à Préfailles (à partir de 9h30), en présence de Laurent Fabius. Voir les détails de cette journée dans la plaquette adressée aux militants mi-septembre.

Dispensé de timbrage NANTES R.P.

Ensemble
1, allée des Tanneurs
44 000 NANTES
Déposé le 22/09/10

PRESSE URGENTE DISTRIBUÉE PAR LA POSTE

Le Journal des socialistes de Loire-Atlantique
1 allée des Tanneurs - 44000 NANTES
Tél. 02 40 20 63 00 - Fax 02 40 08 27 24
E-mail : fede44@parti-socialiste.fr
Directeur de Publication : Alain Gralepois
Rédacteur en chef : Benjamin Baudry
Rédacteurs en chef adjoints : Romain Mercière et Nicolas Nocet
Rédaction des articles : François Caillaud
Crédit photos : François Caillaud, Philippe Rouxel et Régis Hémon
Mise en page : Scopic
Imprimé avec des encres végétales sur papier ecolabellisé par Parenthèses
N° CPPAP : 0914P10751
N° ISSN : 1296 - 2201
Prix : 1,50 euro - Tirage : 3300 ex.